

La conjoncture dans le Bâtiment et les Travaux Publics



**Livre blanc 2008
Ain**

**Perspectives à court et
moyen termes**



**Cellule Economique Rhône-Alpes
Edition avril 2008**

Sommaire

Vue d'ensemble :

Forte croissance pour le Bâtiment et les Travaux Publics en 2007

- Vue d'ensemble de l'activité en France..... page 3

L'activité Bâtiment dans l'Ain :

2007, une année record pour le secteur de la Construction

- Construction neuve de logements..... page 6
- Aides à la production de logements sociaux..... page 10
- Commercialisation des logements neufs page 12
- Construction neuve de locaux page 14
- Projets de collèges du Conseil Général de l'Ain page 17
- Zoom sur le nouveau centre pénitentiaire de l'Ain, à Bourg-en-Bresse page 18
- Activité d'amélioration-entretien page 19

L'activité Travaux Publics dans l'Ain :

Croissance continue pour l'activité des Travaux Publics

- Carnets de commande..... page 22
- Projets routiers du Conseil Général de l'Ain page 23
- Le volet routier du Contrat de Plan Etat Région page 24
- Zoom sur la ligne des « Carpates » page 24

Forte croissance pour le Bâtiment et les Travaux Publics en 2007

« Vue d'ensemble de l'activité en France »

Une étude de la direction des affaires économiques et internationales montre un rythme de croissance d'activité du secteur Construction de 4,3%, double de celui de l'économie générale, et la création de 60 000 emplois dans le secteur. Cette augmentation pourrait se poursuivre en 2008 avec une croissance comprise entre 2,1 et 3,2 % et de 22 à 41 000 emplois créés (+ 1,4 à + 2,5%). L'activité atteint cette année un niveau record, dépassant le niveau atteint en 1990, soit 17 ans ! Le secteur de la construction confirme ainsi son rôle moteur dans l'économie française et demeure fortement créateur d'emplois.

Croissance élevée en 2007

La croissance du secteur se poursuit à un rythme élevé en 2007 (+4,3 %), tout particulièrement dans les travaux publics (+7,3 %) comme dans le bâtiment (+3,5 %).

➤ **Evolution favorable des constructions de locaux...**

Le bâtiment non résidentiel neuf est très actif, avec une croissance de + 4,7 %. Les hôpitaux, les bureaux et la commande des collectivités locales représentent les secteurs les plus dynamiques.

➤ **Croissance des logements neufs soutenus en particulier par les logements sociaux...**

Le logement neuf, quant à lui, connaîtrait une croissance de l'activité de 1,8 % en 2007. La construction de logements sociaux s'accélère (+ 10 %) et l'activité d'entretien-amélioration du bâtiment augmenterait de 3,3 %, bénéficiant notamment de l'augmentation des travaux liés aux économies d'énergie.

➤ **Les Travaux publics en plein essor...**

La croissance est particulièrement vive, par ailleurs, dans les travaux publics (+ 7,3 %). Elle bénéficie notamment de la vitalité des investissements des collectivités locales (+ 8 %), des entreprises privées (+ 7 %) et des sociétés d'autoroutes (+19,5 %).

➤ **Croissance continue de l'emploi...**

Dans ces conditions, l'emploi croît pour la dixième année consécutive. Avec la création de 60000 postes supplémentaires, l'effectif salarié total, y compris l'intérim, pourrait atteindre 1 615 000 personnes.

Perspective 2008 : poursuite à un rythme soutenu

En 2008 la croissance de la construction devrait rester forte.

La croissance de l'activité pourrait se poursuivre en 2008, à un rythme encore soutenu, supérieur à celui du PIB, d'environ 2,7 %, provenant à la fois du bâtiment et des travaux publics.

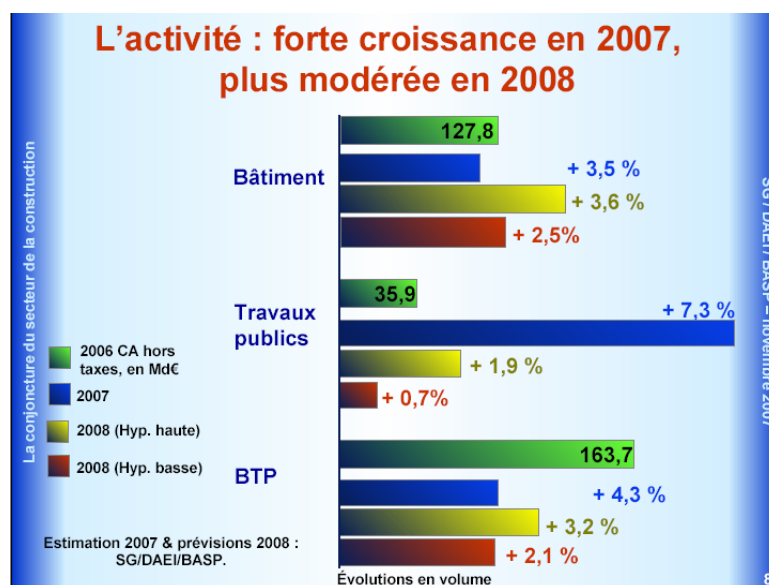
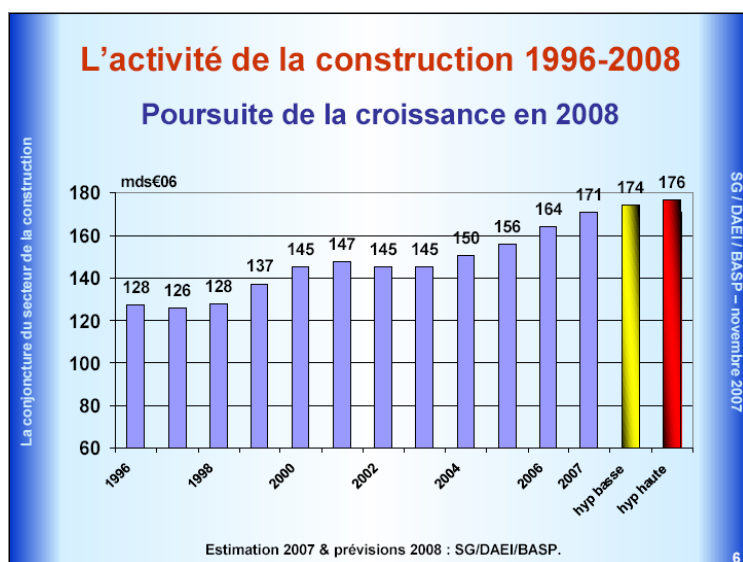
➤ **Le secteur du Bâtiment continue sa progression...**

Dans le secteur du bâtiment, les prévisions de croissance pourraient atteindre 3,1 %, dues en particulier à la croissance du secteur du bâtiment non résidentiel neuf (+ 6,1 %) et à l'entretien du logement (+ 3,4 %). Les mises en chantier de logements neufs ont atteint un palier à haut

niveau mais elles pourraient être encore en légère hausse en 2008. En effet, la déductibilité des intérêts d'emprunt devrait soutenir les mises en chantier, et ce même si les hausses des prix et des taux d'intérêt devraient au contraire freiner la production, surtout dans le locatif privé : les stocks de logements proposés à la vente s'accroissant assez vivement. La construction de logements locatifs sociaux essentiellement tirera le marché à la hausse.

➤ **Les Travaux Publics en légère croissance...**

L'activité des travaux publics devrait continuer à progresser à un rythme d'environ + 1,3 % en volume. L'investissement des collectivités locales pourrait s'orienter légèrement à la baisse en 2008 (- 0,7%), la première année de mandat des conseils municipaux étant traditionnellement défavorable aux investissements des communes. Les projets des grandes entreprises publiques et les travaux privés de voirie et réseaux divers pourraient cependant compenser la baisse probable des investissements du premier donneur d'ordres du secteur.



L'activité Bâtiment dans l'Ain

2007, une année record pour le secteur de la Construction

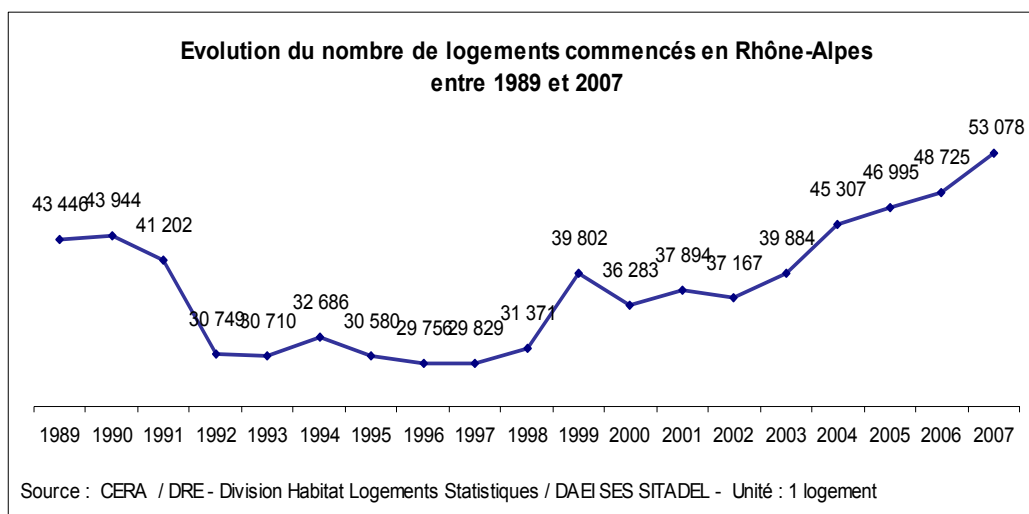
Le secteur de la construction a affiché en Rhône-Alpes une croissance d'activité, en volume, de 8% en 2007, avec comme conséquence, une progression de l'emploi de l'ordre de 5%, soit 7 200 emplois créés. Ce dynamisme spécifique à la région Rhône-Alpes devrait cependant s'atténuer en 2008.

Forte hausse en 2007 de la construction neuve de logements

➤ Forte progression en Rhône-Alpes des mises en chantier de logements neufs...

Pour la 5^{ème} année consécutive, la région Rhône-Alpes a connu une forte progression de la construction neuve de logements. 53 100 logements ont été mis en chantier en 2007, soit une croissance de 8,9% sur un an. Cette hausse est plus forte qu'en 2006 (+3,6%).

Rhône-Alpes reste la première région de France avec 12,2% des mises en chantier nationales devant la région Ile de France (41 000 mises en chantier en 2007). Rhône-Alpes avec un dynamisme de construction neuve marqué, se situe ainsi au-dessus de la tendance nationale (+0,3%).



➤ D'importantes disparités au sein de la région...

Comme en 2006, la hausse des mises en chantier de logements a été particulièrement soutenue dans le Rhône (+21,7%). La progression des mises en chantiers se poursuit également en Isère (+6,5% en 2006 et +3,4% en 2007). Dans la Loire après une stabilisation en 2006, les mises en chantier progressent de +8,5%. Parallèlement, les mises en chantier baissent pour la 2^{ème} année consécutive dans la Drôme (-2,6% en 2007 après -11,2% en 2006).

Dans le département de l'Ain après une baisse significative en 2006 (-11,5%), les mises en chantier progressent fortement (+54,1%). Constats similaires en Ardèche et en Savoie où les mises en chantier augmentent respectivement de 18,6% et 7% en 2007, après une baisse respective de 6,1% et 11,2% en 2006. Enfin, la Haute-savoie connaît une baisse particulièrement marquée des mises en chantier après une hausse soutenue en 2006 (+12,3%).

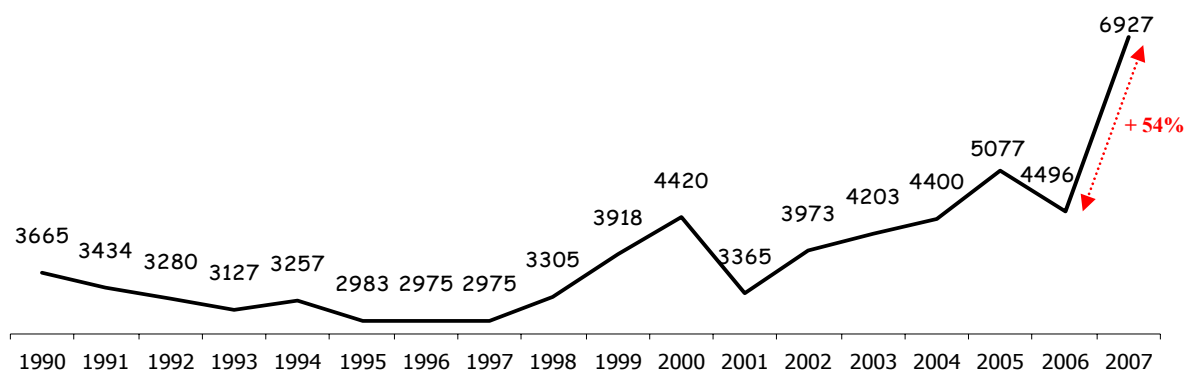
Logements autorisés et commencés en 2007				
	Logements autorisés	Evolution 2007	Logements commencés	Evolution 2007
Ain	8 965	+18,1%	6 927	+54,1%
Ardèche	4 037	+29,9%	3 004	+18,6%
Drôme	4 838	-3,1%	3 711	-2,6%
Isère	12 747	+9,0%	8 938	+3,4%
Loire	5 000	+9,1%	3 901	+8,5%
Rhône	17 642	-3,2%	13 188	+21,7%
Savoie	7 953	+5,5%	5 766	+7,0%
Haute-Savoie	12 542	+24,1%	7 643	-18,9%
Rhône-Alpes	73 724	+8,7%	53 078	+8,9%

Source : Ministère de l'Équipement DAEI Sitadel – Unité : 1 logement

➤ **Croissance historique dans le département de l'Ain...**

Après une baisse importante en 2006 (-11,5%), le nombre de logements commencés dans l'Ain connaît un record historique. 6 927 logements ont été mis en chantier en 2007 (date de prise en compte*) soit +36,4% par rapport au dernier record établi en 2005 (5 077 logements). La construction neuve de logements dans l'Ain connaît une activité soutenue en 2007 avec un grand nombre de permis en date de prise en compte. Cette progression devrait être plus modérée sur l'année 2008.

Evolution du nombre de logements commencés dans l'Ain entre 1990 et 2007



Source : DRE - Division Habitat Logements Statistiques / DAEISES SITADEL

Unité : 1 logement

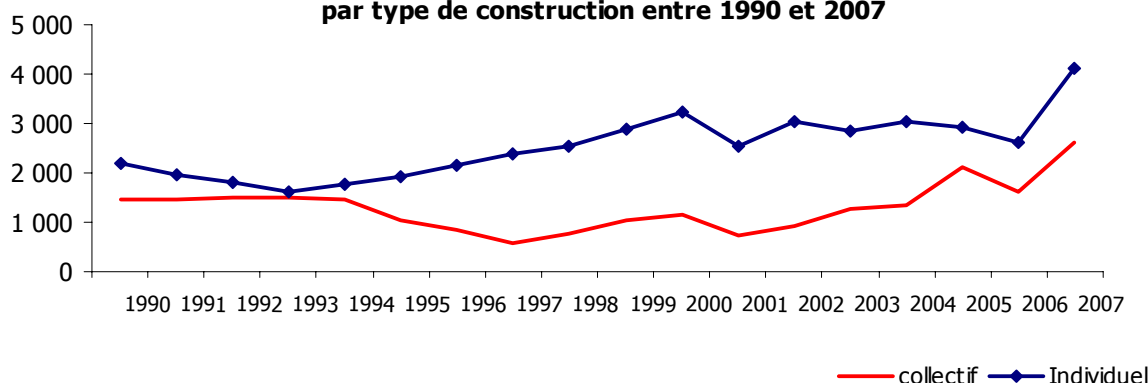
➤ **Croissance des mises en chantiers de logements collectifs et individuels dans l'Ain**

Les mises en chantiers de logements collectifs augmentent de +60,1% en 2007 pour atteindre les 2 603 logements (+9,5% à l'échelle régionale).

En ce qui concerne le logement individuel, les mises en chantier progressent également. Elles passent de 2 616 en 2006 à 4 097 en 2007 soit une hausse de +56,6% (+8,7% à l'échelle régionale).

La part des logements collectifs, parmi les mises en chantiers de logements neufs dans le département de l'Ain, reste relativement constante depuis 2 ans : environ 38%.

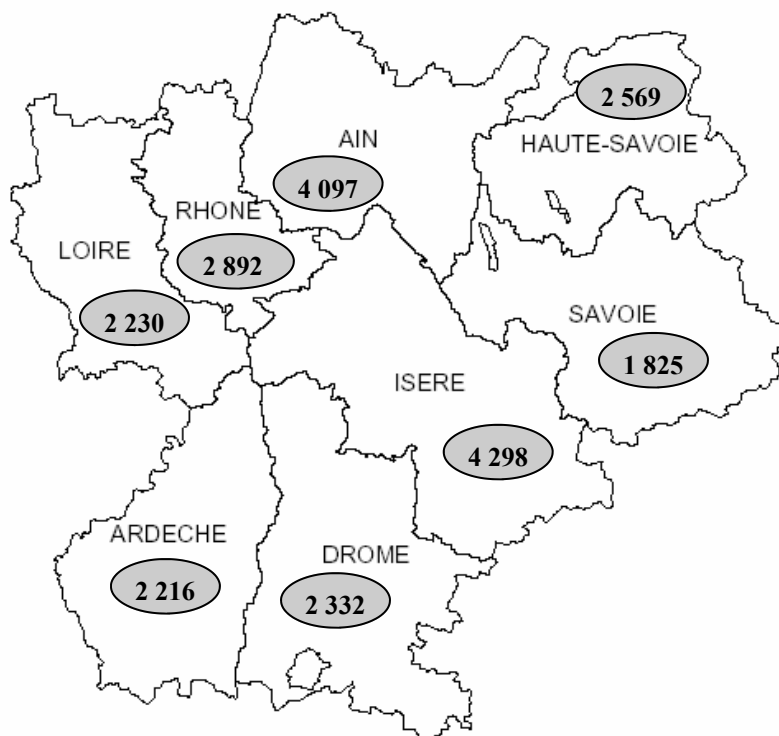
Evolution du nombre de logements mis en chantier dans l'Ain par type de construction entre 1990 et 2007



Source : DRE - Division Habitat Logements Statistiques / DAEI SES SITADEL Unité : 1 logement

* En raison des contraintes administratives et de l'impossibilité pour les DDE d'envoyer régulièrement les données concernant le suivi des chantiers à la direction régionale, il y a un décalage inéluctable entre la date à laquelle s'est produit réellement l'évènement (date réelle) et la date à laquelle cet évènement est enregistré par les cellules statistiques : date de prise en compte.

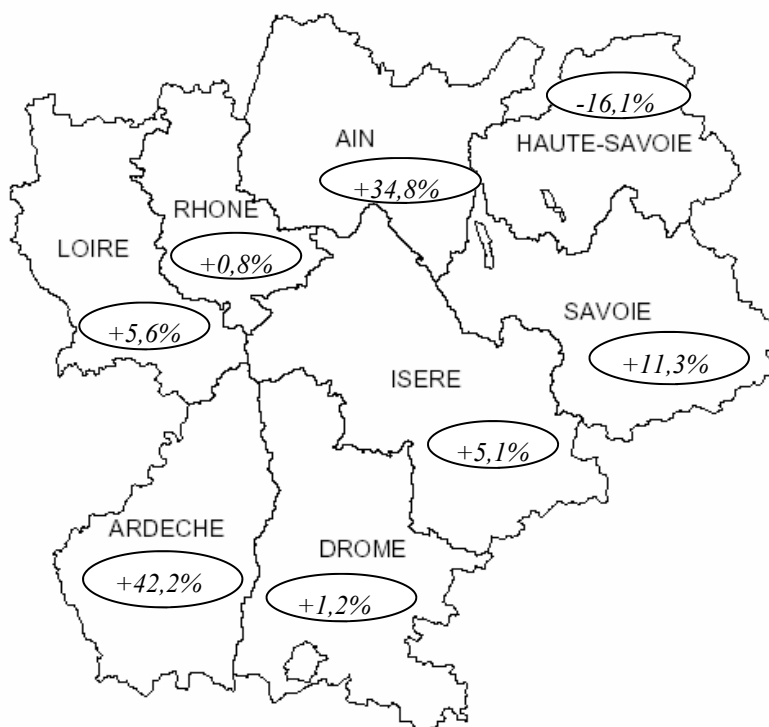
Nombre de logements individuels mis en chantier en 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEI SES SITADEL Unité : 1 logement

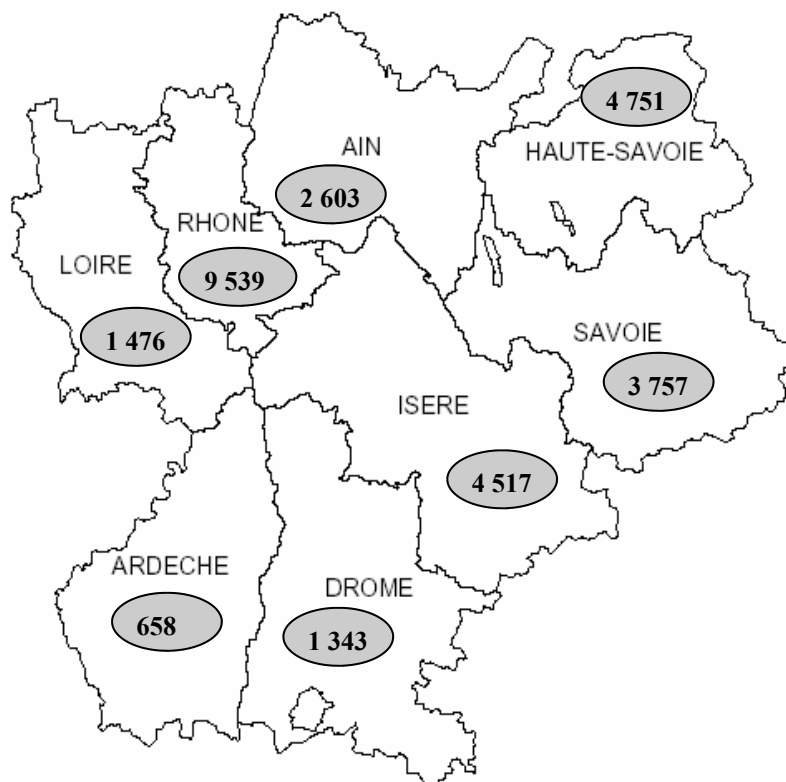
Avec 4 097 logements individuels mis en chantier en 2007, l'Ain se situe au 2^{ème} rang des départements de la région, derrière l'Isère.

Évolution sur 5 ans (2002-2007) des mises en chantier de logements individuels



Au cours de ces 5 dernières années, l'Ain et l'Ardèche ont affiché les plus fortes croissances de mises en chantier de logements individuels.

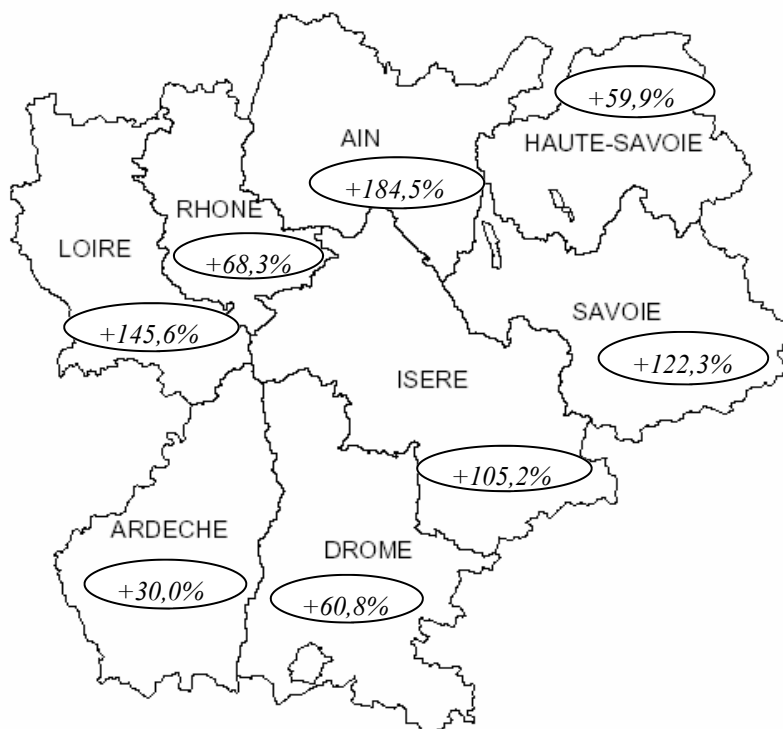
Nombre de logements collectifs mis en chantier en 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEI SES SITADEL Unité : 1 logement

Sur le marché de la construction neuve de logements collectifs, l'Ain se situe au 5^{ème} rang des départements de la région avec 2 603 logements collectifs mis en chantier en 2007.

Évolution sur 5 ans (2002-2007) des mises en chantier de logements collectifs



L'Ain affiche la plus forte croissance de mise en chantier de logements collectifs au cours de ces 5 dernières années.

Les aides à la production de logements sociaux

La loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable a accru les objectifs de réalisation du plan de cohésion sociale sur les années 2005-2009 dans le parc public. Pour l'année 2007, en région Rhône-Alpes, cet accroissement se concrétise par un objectif de production de :

- **11 184** logements locatifs pour le parc public, soit 1 964 logements supplémentaires à financer
- **3 000** logements à loyers maîtrisés, 1 700 sorties de vacance et 1 060 sorties d'habitat indigne pour le parc privé.

Pour atteindre cet objectif, le montant des enveloppes d'autorisations d'engagement affectés à la région s'élève à :

- **58 196 351 €** pour le parc public
- **44 900 000 €** pour le parc privé.

Les négociations conduites sur le territoire du Grand Lyon, entre l'État et la Communauté Urbaine de Lyon, ont conduit à redéployer une enveloppe de 657 000 € du parc privé vers le parc public, dans le respect de la dotation initiale.

Compte tenu de ces éléments, la répartition des moyens financiers devient la suivante :

- **58 853 351 €** pour le parc public
- **46 243 000 €** pour le parc privé

Concernant le parc public, le nouvel objectif régional de production et l'enveloppe budgétaire y-afférente ont donc été ventilés comme suit :

	Objectif de production PLUS/PLAI	Objectif de production PLS	Objectif total	Dotation budgétaire 65-48/10
Ain	785	285	1 070	4 439 608€
Ardèche	395	120	515	2 780 378€
Drôme	573	200	773	2 902 965€
Isère hors délégataires	611	190	801	4 034 827€
Grenoble-Alpes Métropole	1 089	305	1 394	7 828 994€
CA du Pays Viennois	57	25	82	278 088€
CA du Pays Voironnais	107	30	137	539 817€
Loire	713	255	968	4 369 087€
Rhône hors délégataire	419	160	579	1 348 331€
Communauté Urbaine de Lyon	1 834	700	2 534	18 000 441€
Savoie	563	240	803	3 857 111€
Haute-Savoie hors délégataire	945	315	1 260	6 956 539€
CC de l'Agglo Annemassienne	203	65	268	1 517 165€
Total Région	8 294	2 890	11 184	58 853 351€

Le nombre de logements CDC financés s'élève à fin décembre 2007 à 7 708 unités dont 7 274 hors ANRU, production nettement supérieure à celle de 2006. En effet, à fin décembre 2006, le nombre de logements CDC financés s'élevait à 6 672 unités dont 5 804 hors ANRU.

Il se décompose en :

- 5 620 PLUS
- 1 675 PLAI
- 413 PLUS-CD

Sur ces **7 708** logements, seuls **434** relèvent des financements ANRU. L'objectif de production de logements locatifs sociaux hors ANRU assigné à la région est ainsi réalisé à 88%, contre 92% en décembre 2006. Il s'agit toutefois d'un bon résultat compte tenu de l'importance des objectifs post-DALO.

Les logements hors ANRU ont été financés à 48% par les délégataires.

Le Grand Lyon a financé 2 417 logements soit 24% de la production régionale 2007, le Conseil Général de l'Ain et la Métropole ont financé respectivement 1 084 et 1 004 logements, soit 11% et 10% de la production régionale.

Le nombre d'agrément PLS mobilisés atteint 2 861 unités (hors 448 PLS Foncière), en légère diminution par rapport à fin décembre 2006 (2 872 agréments). Les consommateurs d'agrément PLS les plus importants sont le Grand Lyon avec 540 agréments distribués, soit 19% de la production régionale, suivi du Conseil général de l'Ain (358 agréments) et de la Savoie (325 agréments).

En matière d'autorisations d'engagement, la consommation régionale s'élève à 51,4 M€, contre 35,9 M€ à fin décembre 2006.

HORS ANRU Rhône-Alpes	Consommation à fin décembre 2007	Consommation à fin décembre 2006	Consommation à fin décembre 2005	Ecart 2007/2006
Logements CDC	7 274 logts	5 804 logts	5 101 logts	
Dont PLA I	1 619 logts	812 logts	719 logts	+25.3%
Dont PLUS-CD	66 logts	0 logts	152 logts	
Agréments PLS	2 861	2 872	2 762	- 0.4%
Part Offre Nouvelle	86,6%	81%	71%	
Part PALULOS	7,4%	9%	17%	
PALULOS en logts(*)	4 333 logts	3 548 logts	5 282 logts	+22.1%
Urgence	290 k€	1 482 k€	1 623 k€	-80.4%
Démolitions	810 k€	410 k€	202 k€	NS
Qualité de Service	936 k€	1 136 k€	1 196 k€	-17.6%
Etudes-animation	1 017 k€	753 k€	1 255 k€	+35.1%

* hors petit travaux

➤ Les opérations financées sur crédits ANRU

En 2007, les **départements de l'Ain**, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie ont engagé des crédits **ANRU** pour un montant global de **19,6 M€**.

Dans ce cadre, 434 logements CDC offre nouvelle ont été financés (dont 347 logements PLUS-CD, 56 PLA I et 31 PLUS) et 2 774 logements ont été réhabilités (hors petits travaux).

	Nombre de logements CDC financés				Nombre de logements PLS agréés		
	Consommation totale	dont consom° hors ANRU	Objectif hors ANRU	Taux réalisation	Consommation	Disponible	Taux consom°
Ain	794	726	785	92.5%	358	285	125.6%
Ardèche	354	354	395	89.6%	126	120	105.0%
Drôme	573	573	573	100.0%	184	200	92.0%
Isère	734	486	611	79.5%	277	190	145.8%
GAM	702	702	1 089	64.5%	302	305	99.0%
Vienne	35	35	57	61.4%	8	25	32.0%
Voiron	78	78	107	72.9%	25	30	83.3%
Loire	714	622	713	87.2%	198	255	77.6%
Rhône	259	259	419	61.8%	186	160	116.3%
Lyon	1 877	1 877	1 834	102.3%	540	700	77.1%
Savoie	541	515	563	91.5%	325	240	135.4%
Hte-Savoie	870	870	945	92.1%	276	315	87.6%
Annemasse	177	177	203	87.2%	56	65	86.2%
DRE							
Rhône-Alpes	7 708	7 274	8 294	87.7%	2 861	2 890	99.0%

Commercialisation des logements neufs

Sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes, comme au niveau national, le marché de l'immobilier a continué à se détendre en 2007. La construction est restée soutenue alors que les ventes ont moins progressé. Le stock de logements et les délais de vente ont donc augmenté.

Quelques chiffres importants sur le marché de l'immobilier en Rhône-Alpes :

- **25 100** mises en ventes ont été effectuées en 2007, soit une hausse de 12%.
- **18 400** ventes ont été conclues en 2007, soit une hausse de 4%, hausse inférieure aux mises en vente.
- Conséquence directe : Le stock de logements disponibles est désormais de **20 600** à fin 2007. Il a triplé en trois ans.
- Le prix moyen de vente au m² des appartements reste pourtant toujours en hausse. Il atteint **3 200** euros du m² hors stations de montagne et **5 400** euros en m² en station.
- Le prix moyen de vente au m² des logements individuels approche **2 785** euros.
- Le délai d'écoulement des stocks est de **17** mois en moyenne fin 2007, soit une hausse de 4 mois par rapport à l'an dernier.

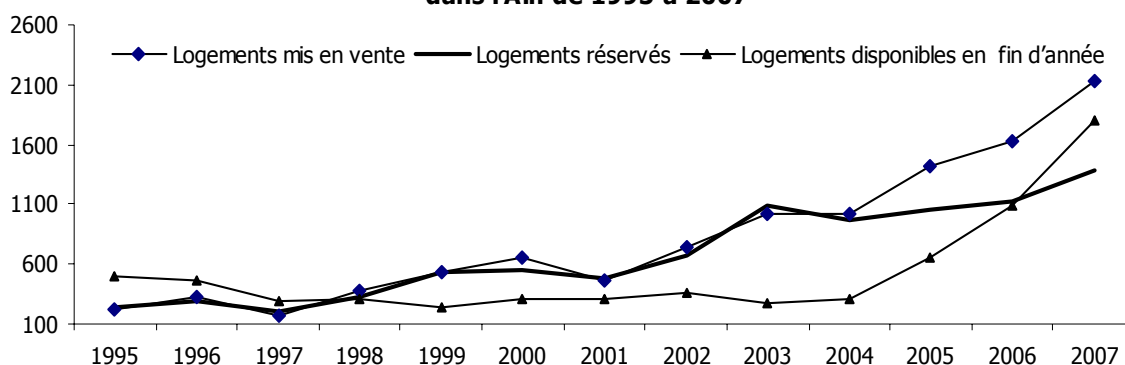
Les mises en vente de logements dans le département de l'Ain continuent leur essor en atteignant fin 2007, **2 131** logements soit une augmentation de **+31,5%** par rapport à l'an dernier.

La demande de logements a, quant à elle, augmenté mais de façon moins marquée avec **1 381** logements réservés soit une hausse de **+22,8%**.

En conséquence, le nombre de logements en stock a considérablement augmenté en passant de 1 081 logements en stocks en 2006 à 1799 fin 2007. Cela induit donc une hausse de **+66,4%**.

Unité: 1 logement Source: ECLN	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution 07/06
Logements mis en vente	373	530	653	467	737	1 016	1 015	1 412	1 620	2 131	+ 31,5%
Logements réservés	320	542	556	481	679	1 082	972	1 062	1 125	1 381	+ 22,8%
Logements disponibles en fin d'année	306	231	315	306	363	278	311	659	1 081	1 799	+66,4%

Evolution de la commercialisation des logements neufs dans l'Ain de 1995 à 2007



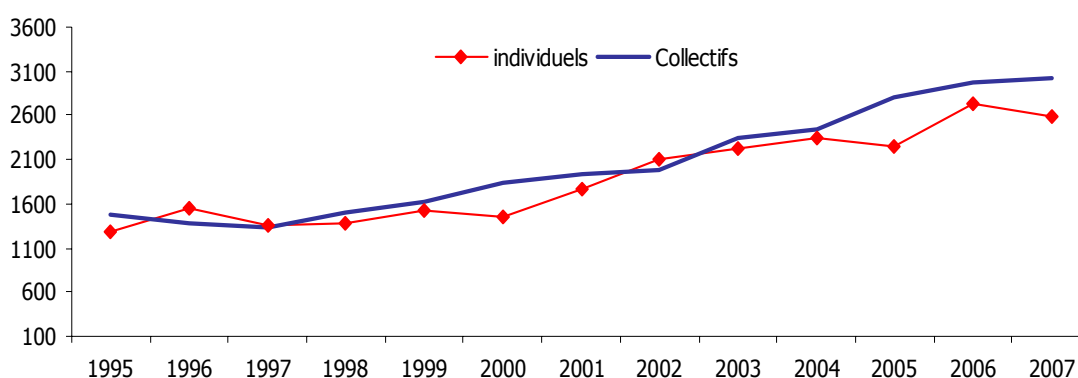
Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat, Logement et Statistiques

Unité : logements

Prix moyen au m ²	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Evol.
Ain											
Individuels	1 387€	1 519€	1 462€	1 759€	2 103€	2 234€	2 344 €	2 245 €	2 728€	2 583€	-6,3%
Collectifs	1 494€	1 632€	1 841€	1 941€	1 981€	2 341€	2 442 €	2 799 €	2 982€	3 030€	+1,6%
Pays de Gex											
Individuels	1 842€	1 651€	1 573€	1 855€	2 229€	2 395€	2 660 €	3 271€	3 216€	3 239€	+ 0,7%
Collectifs	1 840€	1 848€	2 068€	2 323€	2 390€	2 726€	2 999 €	3 369€	3 615€	3 778€	+4,5%
Bourg-en-Bresse											
Individuels	1 114€	1 202€	1 276€	1 671€	1 317€	1 749€	N.C.(1)	2 082€	2 107€	2 370€	+ 12,5%
Collectifs	1 327€	1 635€	1 538€	1 593€	1 691€	1 790€	1 884 €	2 213 €	2 459€	2 590€	+ 5,3%

Si le prix moyen au m² des logements individuels a baissé au cours de l'année 2007 (-6,3%) à l'échelle du département, la hausse se poursuit sur Bourg-en-Bresse. Sur le marché des logements collectifs, la hausse est encore significative à Bourg-en-Bresse (+5,3%) et sur le Pays de Gex (+4,5%).

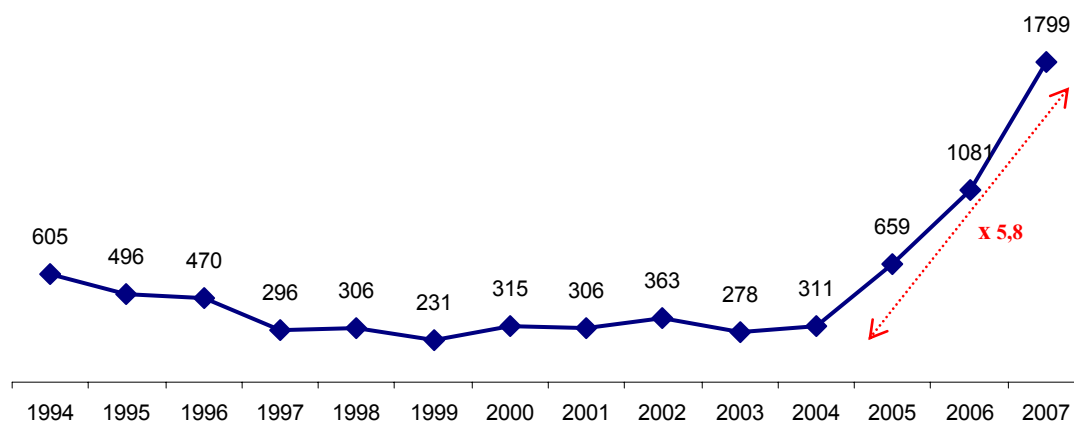
Evolution des prix moyens au m² dans l'Ain de 1995 à 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat, Logement et Statistiques

Unité : logements

Commercialisation des logements neufs
Evolution du stock de logements neufs disponibles dans l'Ain de 1994 à 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat, Logement et Statistiques - Unité : 1 logt

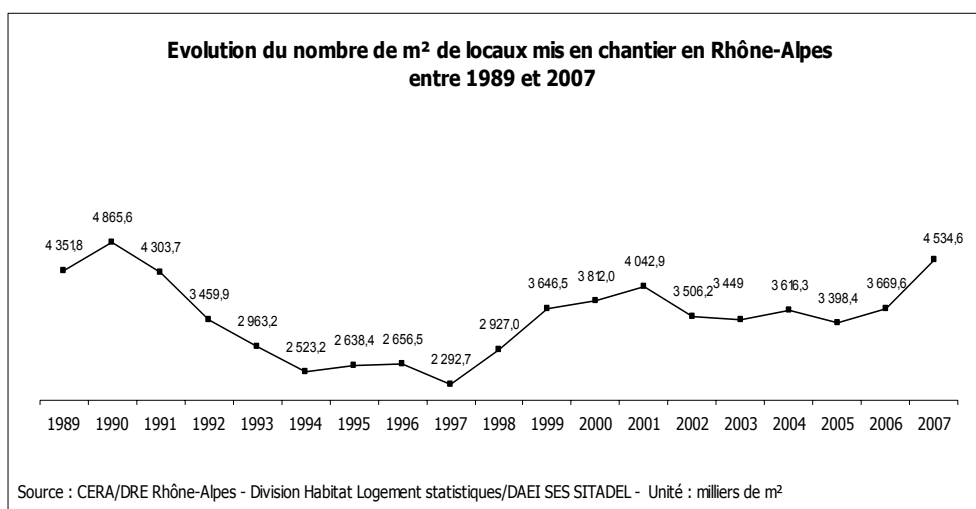
Nouvelle année de croissance dans le secteur des locaux...

➤ Évolution positive de la construction neuve de locaux en Rhône-Alpes

La construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation est également en progression pour la 2^{ème} année consécutive. A l'image du secteur des logements, la région Rhône-Alpes affiche une activité plus soutenue que la tendance nationale (+6,2%). La hausse des mises en chantier qui s'est installée depuis l'an dernier, s'est fortement accentuée en 2007 : + 23,6%, pour atteindre 4,5 millions de m² mis en chantier en Rhône-Alpes.

➤ Quels sont les secteurs concernés par ces progressions favorables de la construction neuve en Rhône-Alpes:

- Bâtiments industriels : +9,5% en 2007 (+8,4% en 2006).
- Secteur des bureaux : +37,4% en 2007(+16,2% en 2006).
- Commerces : +67,2% après un retrait de -9,2% en 2006.
- Équipements collectifs : +26% pour équipements de culture et loisir, +6,8% pour les équipements collectifs de santé, +4,3% pour l'enseignement



La hausse des mises en chantier de locaux à usage autre qu'habitation est, pour la 2^{ème} année consécutive, particulièrement soutenue dans l'Ain : +15,7% en 2007 après +45,8% en 2006.

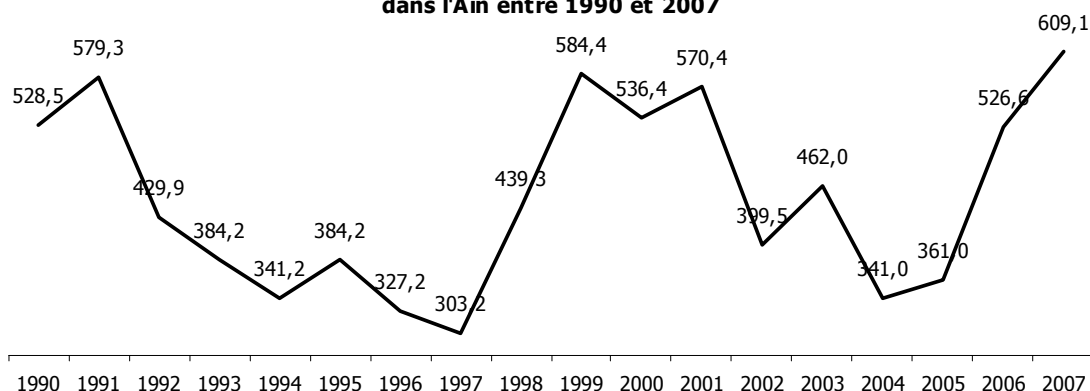
Locaux à usage autre qu'habitation autorisés et commencés en 2007

	Locaux autorisés	Evolution 2007	Locaux commencés	Evolution 2007
Ain	618,7	-8,4%	609,1	+15,7%
Ardèche	178,2	-4,7%	161,8	+19,3%
Drôme	480,5	-9,9%	494,5	+66,3%
Isère	1 034,4	+22,3%	817,4	+40,2%
Loire	368,8	-26,4%	402,5	-4,5%
Rhône	1 282,7	-13,7%	1 362,2	+27,3%
Savoie	307,3	-24,6%	299,3	+28,3%
Haute-Savoie	390,5	-13,0%	389,0	-3,4%
Rhône-Alpes	4 661,1	-8,3%	4 534,6	+23,6%

Source : Ministère de l'Équipement DAEI Sitadel – Unité : milliers de m²

➤ Les locaux en forte progression dans le département de l'Ain...

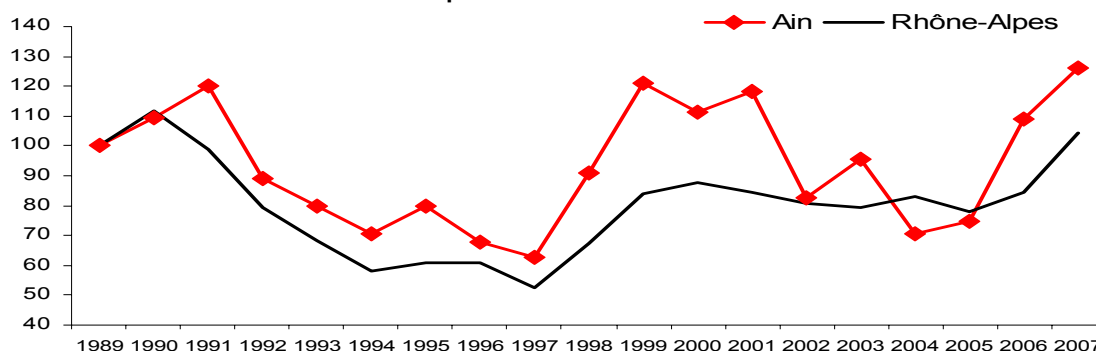
Evolution du nombre de m² de locaux mis en chantier dans l'Ain entre 1990 et 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEI SES SITADEL - Unité : milliers de m²

Le nombre de m² de locaux mis en chantier dans le département de l'Ain progresse de +15,7% pour atteindre les 609,1 milliers de m².

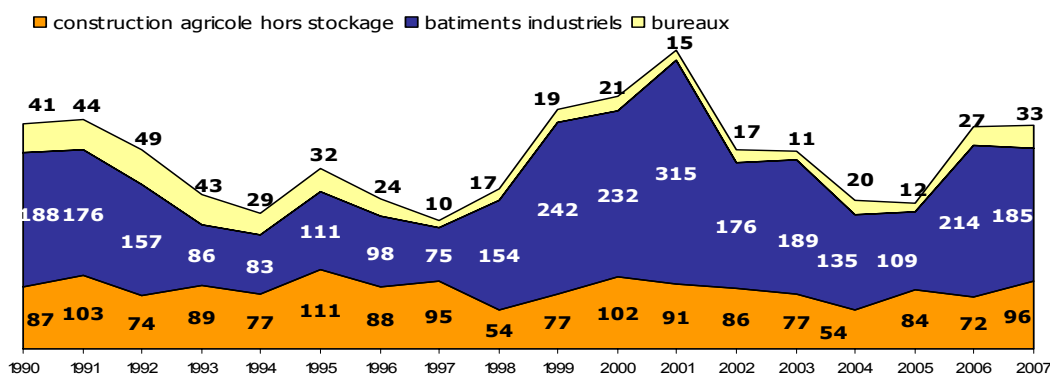
Evolution en indice des mises en chantier de locaux dans l'Ain et en Rhône-Alpes entre 1989 et 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEI SES SITADEL

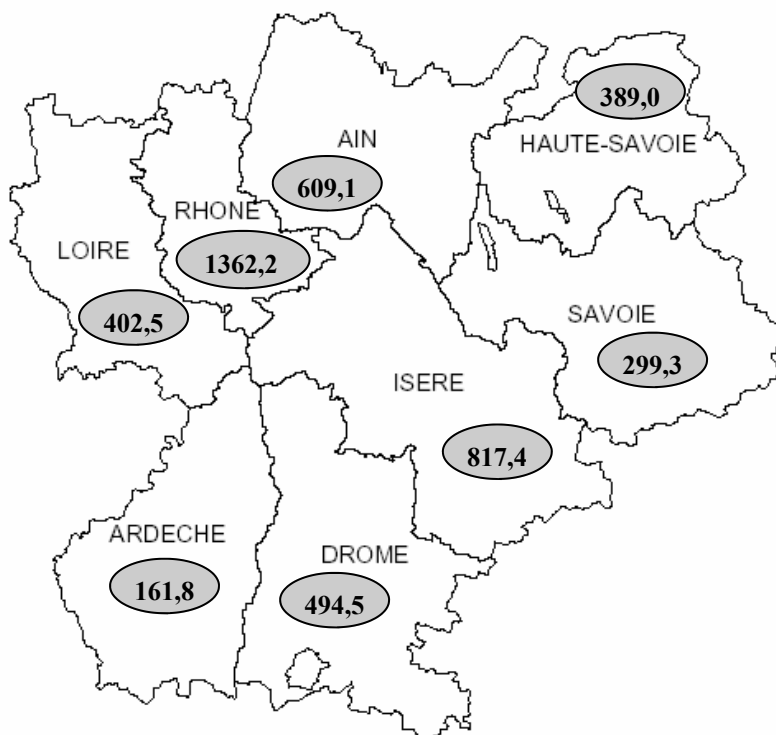
Le nombre de m² de bâtiments industriels mis en chantier en 2007 baisse (-13,6%) mais représente encore la part la plus importante des mises en chantier de locaux (30,4%). Parallèlement, on observe une croissance du nombre de m² mis en chantier dans le domaine des constructions agricoles hors stockage et des bureaux avec respectivement +22,2% et +33,1%.

Evolution du nombre de m² de bâtiments industriels, équipements collectifs et bureaux mis en chantier dans l'Ain entre 1990 et 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEI SES SITADEL
Unité : milliers de m²

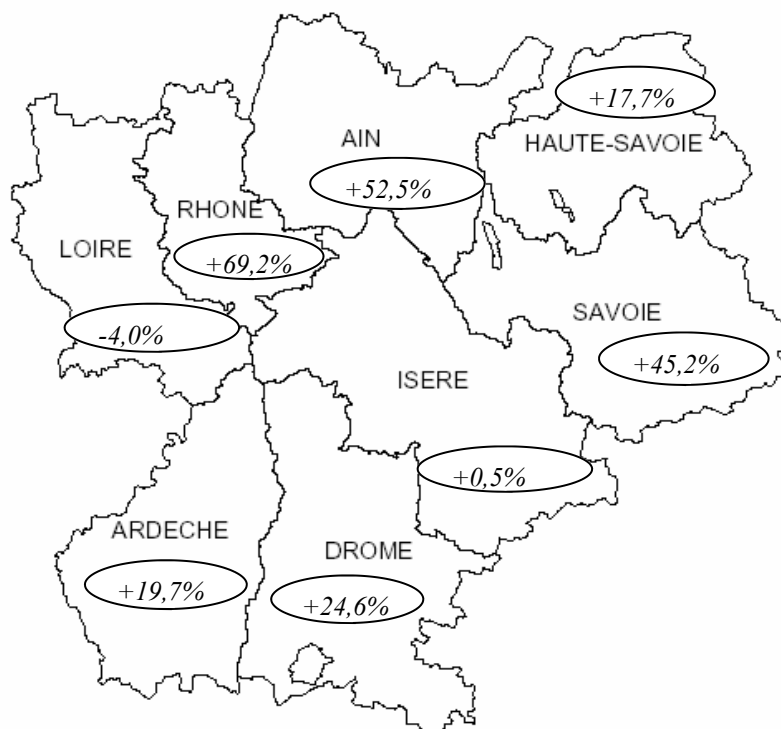
Nombre de m² de locaux mis en chantier en 2007



Source : DRE Rhône-Alpes - Division Habitat Logement statistiques/DAEI SES SITADEL Unité : milliers de m²

Avec 609,1 milliers de m² de locaux mis en chantier en 2007, le département de l'Ain se situe au 3^{ème} rang des départements de la région, derrière le Rhône et l'Isère.

Évolution sur 5 ans (2002-2007) du nombre de m² de locaux mis en chantier



Le département de l'Ain affiche la plus forte croissance des mises en chantier de locaux avec le Rhône, au cours de ces 5 dernières années.

Les projets de collèges du Conseil Général de l'Ain

Programme prévisionnel pluriannuel des investissements : opérations de constructions, reconstructions et extensions restructurations lourdes : financements pour les années à venir.

Opérations en cours

➤ **Collège Paul Sixdenier à Hauteville-Lompnès**

Construction d'une salle polyvalente et d'un nouveau restaurant. La commune d'Hauteville envisage de construire un groupe scolaire à proximité du collège pour la rentrée 2008.

➤ **Cité Scolaire Saint-Exupéry à Bellegarde-sur-Valserine**

Projet de restructuration de l'ensemble de la cité mixte qui regroupe le collège Saint-Exupéry, le lycée d'enseignement général et professionnel et le lycée hôtelier avec internat. Montage financier : 50 M€. Échéancier prévisionnel : Début des travaux lycée : janvier 2008; Travaux collège mi-2009; Livraison du collège, des logements et ateliers restructurés en janvier 2011

➤ **Collège du Revermont à Bourg-en-Bresse**

Restructuration ou reconstruction du collège. Échéancier prévisionnel : Phase préliminaire : février 2007; Début des travaux : avril 2007; Livraison de la dernière phase : mai 2009

➤ **Collège de Ceyzériat**

Construction d'un nouveau collège dans le canton de Ceyzériat, d'un gymnase et d'un plateau sportif. Montage financier : 16,3 M€. Échéancier prévisionnel : Début des travaux : février 2007; Livraison : septembre 2008

➤ **Collège Jacques Prévert à Saint-Genis-Pouilly**

Réorganisation de 5 400 m² de locaux existants et extension de 3 000 m². Montage financier : 14 M€. Échéancier prévisionnel : Début des travaux : juillet 2007; Livraison de la dernière phase : mars 2010

➤ **Collège de Péron**

Construction d'un nouveau collège 600 dans le canton de Collonges + 8 logements ainsi qu'un gymnase et un plateau sportif. Montage financier : 18 M€. Échéancier prévisionnel : Début des travaux : août 2007; Livraison : avril 2009

Nouvelles opérations

➤ **Collège Louis Dumont à Bellegarde-sur-Valserine**

Projet de restructuration du collège Louis Dumont. Montage financier : 19 M€ (valeur en mai 2007 actualisé à 20 M€ en 2011). Échéancier prévisionnel : Début des travaux : octobre 2009; Mise en service : rentrée 2011

➤ **Collège de la Croix Blanche à Bourg-en-Bresse**

Restructuration et extension du collège. Montage financier : 17 M€. Échéancier prévisionnel : Début des travaux : mai 2007; Livraison de la dernière phase : septembre 2009

➤ **Collège Vaugelas à Meximieux**

il s'agit aujourd'hui de la création d'une SEGPA et de la réhabilitation du collège, administration, logements, gymnase et environnement urbain; Montage financier : 11 M€

➤ **Collège International à Ferney-Voltaire**

Restructuration des sanitaires, création de 2 salles d'études et création d'un ascenseur.

Zoom sur le nouveau centre pénitentiaire de l'Ain à Bourg-en-Bresse

La construction du centre pénitentiaire de l'Ain a été décidée dans le cadre de la Loi d'Orientation et de programmation de la Justice (LOPJ, votée en 2002). Pour remédier à l'insuffisante capacité d'accueil du parc pénitentiaire et à la vétusté de certains établissements, la LOPJ a prévu un programme ambitieux de modernisation du parc immobilier avec la construction de **13 200 places nouvelles** de détention.

Ce programme, dont la réalisation a été confiée à **l'Agence de Maîtrise d'Ouvrage du Ministère de la Justice (AMOTMJ)**, comprend la construction de 9 200 places en métropole, 1 600 places en outre-mer, 420 places pour mineurs et 2 000 places « nouveau concept » pour les courtes peines.

Les 3 établissements de **Bourg-en-Bresse**, Rennes et Mont-de-Marsan, de 690 places chacun, constituent les premiers projets lancés par l'Agence de maîtrise d'ouvrage du ministère de la Justice dans le cadre de la LOPJ. Ils sont réalisés en « conception-réalisation » par le groupement constitué des architectes Huidobro/C+H+/A5 et de l'entreprise DV Construction, filiale du groupe Bouygues.

D'une surface de 36 000 m², le centre pénitentiaire de l'Ain s'étend sur un terrain de 10 hectares. Le nouveau centre pénitentiaire, comprenant des quartiers à régime de détention différents, comportera 690 places destinées à des majeurs. Il n'est pas prévu d'y accueillir des femmes.

L'établissement regroupera deux quartiers de maison d'arrêt, deux quartiers de centre de détention, un quartier d'accueil, un quartier d'isolement, un quartier disciplinaire.

L'établissement disposera de 3 unités de visite familiale (appartements meublés de type F2), une unité de soins médicaux, des locaux socioculturels.

Emplois pendant le chantier

- o Plus de 350 000 heures de travail sur 24 mois de travaux
- o Effectifs de pointe : 200 personnes tous corps de métiers
- o Appel aux entreprises locales pour les travaux sous-traités
- o Environ 35 000 heures consacrées par le groupement à des publics en insertion selon diverses modalités : embauche directe, contrat d'apprentissage, contrat de qualification

Création d'emplois après la construction

- o Emplois publics : plus de 270 personnels de l'administration pénitentiaire
- o Environ 40 personnes de gestion mixte : restauration, blanchisserie, travail pénitentiaire, logistique, maintenance, hôtellerie
- o Autres fonctions : plus de 30 équivalents plein-temps (formation, santé, insertion)

Le calendrier –montant du marché

Le centre sera livré en septembre 2009, après 24 mois de travaux tous corps d'état. Marché montant : 56 M € TTC pour la tranche relative au site de Bourg-en-Bresse

Services affectataires

Ministère de la Justice - direction de l'administration pénitentiaire

Equipe de maîtrise d'ouvrage

- Maître d'ouvrage : ministère de la Justice - direction de l'administration pénitentiaire - direction de l'administration générale et de l'équipement
- Mandataire du maître d'ouvrage : agence de maîtrise d'ouvrage des travaux du ministère de la Justice
- Conducteur d'opération : direction départementale de l'équipement de l'Ain
- Assistant à la maîtrise d'ouvrage pour les études et le programme : TECHNIP TPS
- Contrôle technique : QUALICONSLT
- Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé : BECS
- Coordinateur du système de sécurité incendie : PCA

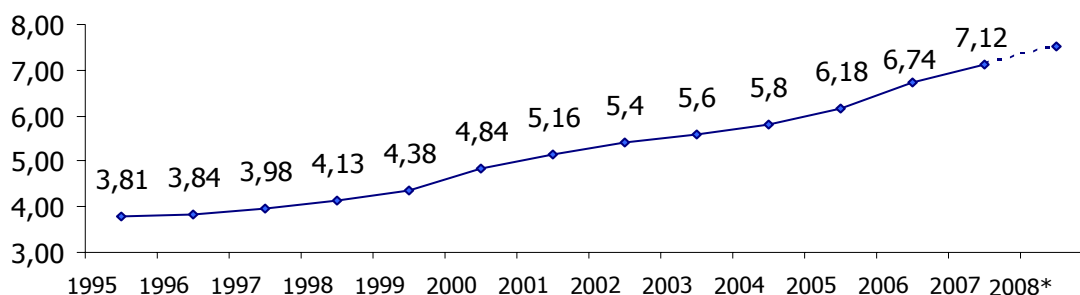
Groupement de conception réalisation

- Entreprises : DV Construction, filiale de Bouygues Construction
cotraitant : GFC construction, filiale de Bouygues Construction
- Architectes : Borja HUIDOBRO/A5/C+H+

Bilan 2007 favorable dans le secteur de l'entretien-amélioration qui devrait se prolonger en 2008...

L'amélioration-entretien du Bâtiment, qui représente 49% du Chiffre d'Affaires Bâtiment, a connu une activité soutenue. La croissance est particulièrement importante dans le secteur du logement. Cette tendance devrait se confirmer sur 2008.

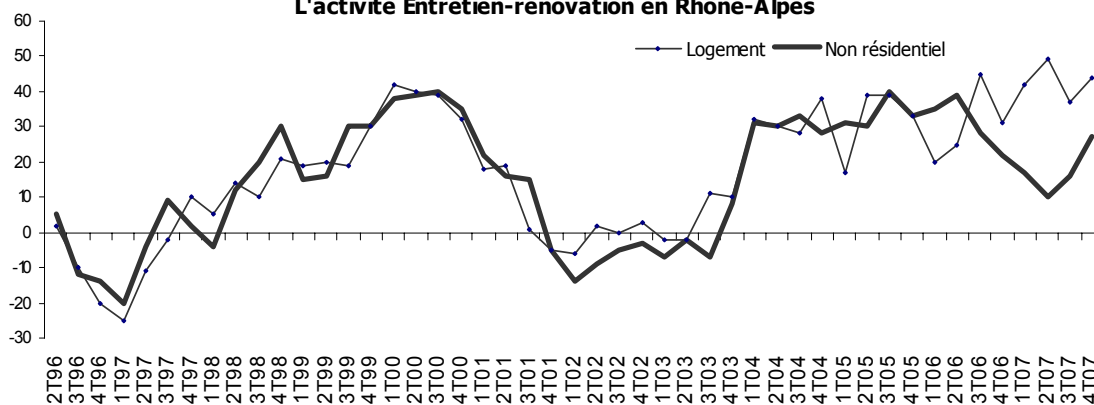
Evolution du chiffre d'affaires Entretien-Rénovation logement et locaux en Rhône-Alpes



Source : CERA - Unité : Milliards d'Euros - *estimation CERA

Le chiffre d'affaires du secteur de l'entretien-rénovation n'a cessé de croître pour atteindre plus de 7 milliards d'euros en 2007. Cette croissance est continue depuis plusieurs années.

L'activité Entretien-rénovation en Rhône-Alpes



Source : Baromètre Entretien-Rénovation DAEI

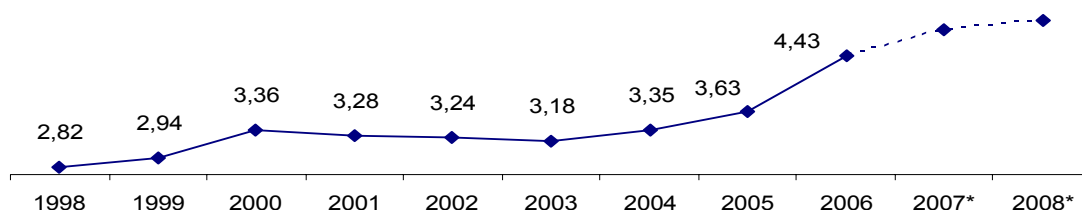
Unité : soldes d'opinions en % : écart entre le pourcentage des réponses "en hausse" et le pourcentage des réponses "en baisse"

***L'activité des
Travaux Publics
dans l'Ain***

Croissance continue pour l'activité des Travaux Publics

La production des Travaux Publics en Rhône-Alpes approche, en 2007, les 5 milliards d'euros. Une hausse a été observée dans tous les domaines d'activité.

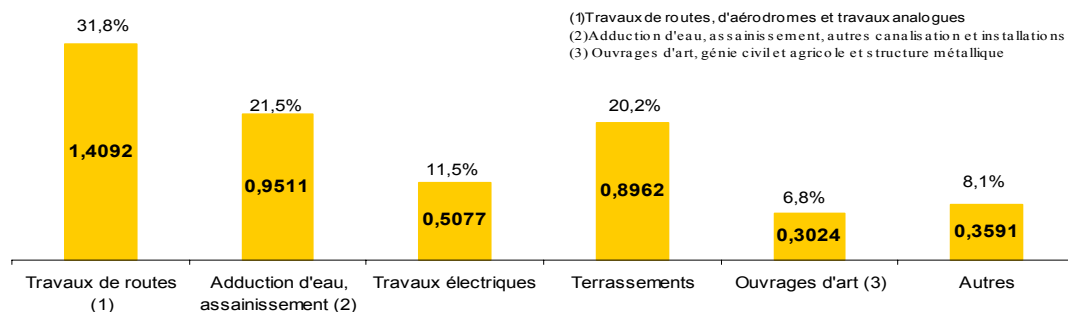
Evolution du chiffre d'affaires des travaux réalisés dans la région



Source : FRTM Rhône-Alpes - Unité : milliards d'euros courants HT - *Estimation

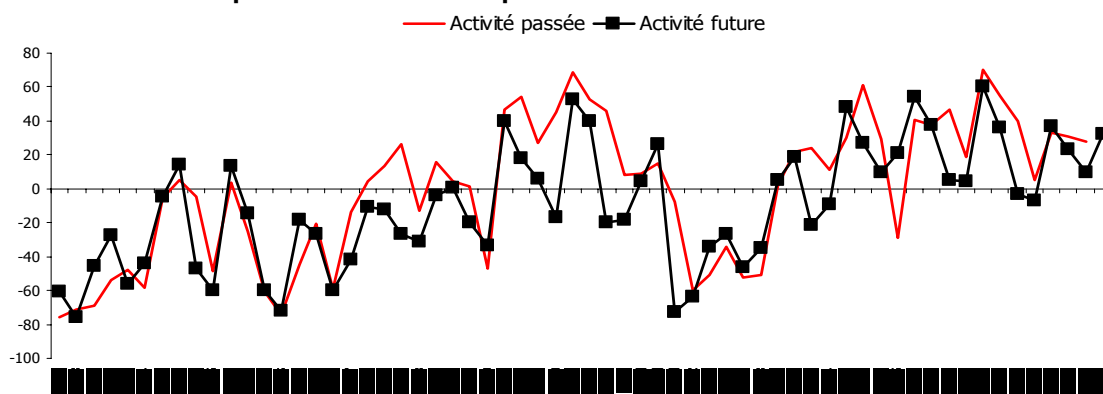
3 domaines concentrent plus de 73% du chiffre d'affaires : travaux de routes, adduction d'eau assainissement et terrassements. Les travaux routiers représentent à eux seuls près de 32% du chiffre d'affaires des Travaux Publics en Rhône-Alpes.

Répartition des travaux réalisés dans les différents domaines d'activité

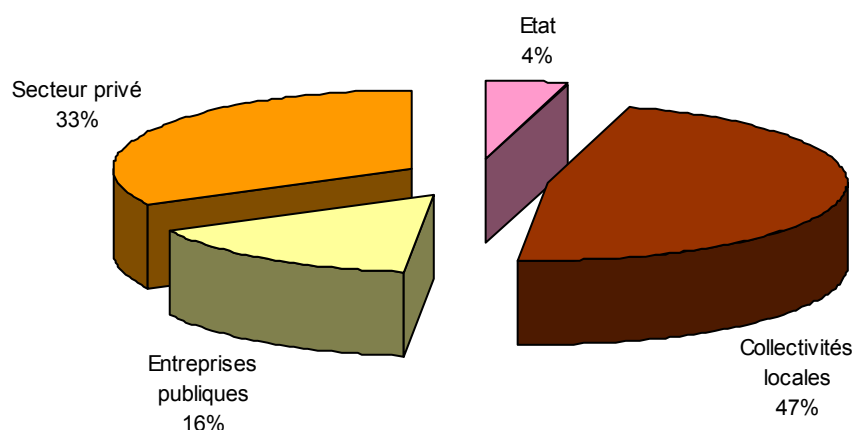


Source : Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes - Unité : milliards d'euros courants HT

Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité Travaux Publics



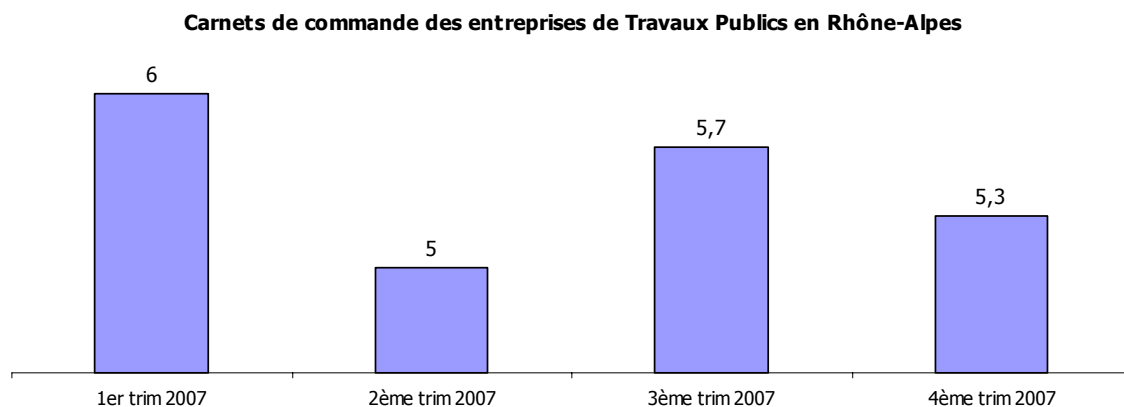
Source : Enquête trimestrielle Fédération Régionale des Travaux Publics/ Fédération Nationale des Travaux Publics/INSEE



Avec plus de 47%, les collectivités territoriales représentent le premier donneur d'ordres des Travaux Publics. Le secteur privé s'est également fortement développé grâce à l'activité « voirie réseaux divers » lié aux travaux de bâtiment. Parallèlement, la part de l'Etat diminue.

Des carnets de commande remplis

Les carnets de commandes des Travaux Publics restent à un bon niveau à fin 2007. 5,3 mois de travaux sont assurés par les travaux en cours et par ceux à effectuer.



Source : Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes - unité : 1 mois

Les prévisions de grands travaux du Conseil Général de l'Ain

Opérations	travaux en M€	Date prévisionnelle des travaux
Rocade nord-est de Bourg-en-Bresse	31,0	2007-2009
Déviation de Pont de Veyle	33,5	non déterminée
5ème tranche du désenclavement du Pays de Gex	5,5	2008
6ème tranche du désenclavement du Pays de Gex	3,8	non déterminée
Déviation de Proulieu	5,7	2007-2008
Déviation du « Termin » à Blyes	3,7	A partir de 2009
Pont urbain sud Mâcon	27,8	2007-2009
Prolongement A 404 entre Oyonnax et Saint-Claude	38,0	2008
Liaison RD 38 et 1/2 diffuseur de Mionnay sur l'A46	5,5	2007-2008
RD 1075, mise à 2*2 voies : Bourg-La Vavrette	28,0	2007-2008
RD 1075, Aménagement des carrefours d'Ambutrix	1,7	2008
RD 1084, Aménagement du carrefour de Leyment	1,1	2007-2008
Suppression des PN 19 & 20 sur la ligne Lyon-Genève	6,8	non déterminé
RD 1504, aménagement Tenay	1,2	2008
RD 1504, aménagement St Rambert et Virignin	3,9	2008
Déviation de Reyrieux	15,8	non déterminée

Le volet routier du Contrat de Plan État Région

Pour l'année 2007, 28,1 millions d'euros ont été affectés par l'État et 48,4 millions d'euros tous financeurs confondus. A fin 2007, le montant total affecté au titre du volet routier du Contrat de Plan est donc de 312,2 millions d'euros pour l'État et 698,3 millions d'euros tous financeurs confondus.

Le taux d'avancement du Contrat de Plan Etat-Région, à fin 2007, calculé sur la part État, est de 89,4%.

Ces montants comprennent les subventions que l'État attribue aux Conseils Généraux suite au transfert d'une partie du réseau routier national en 2006. Elles s'inscrivent dans le cadre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui régit le contrat État-région pour le volet routier. Les financements mis en place par les autres collectivités concernant ce réseau transféré ne sont pas intégrés.

Pour 2008, la programmation est actuellement estimée à 38,9 millions d'euros (part État) dont 30,2 millions d'euros sur les programmes contractualisés.

L'achèvement du volet routier du contrat État-région sera donc quasi effectif en 2008. A partir de 2009, un nouvel exercice de programmation pluriannuel sera mis en œuvre dans le prolongement des décisions prises lors du Grenelle de l'environnement.

Un premier recensement des opérations routières à réaliser dans un futur proche a été réalisé par les services de l'équipement dans une optique d'aménagement du réseau par grands itinéraires. Des opérations nouvelles devraient néanmoins être engagées prochainement par anticipation au titre de ces nouveaux programmes, parmi lesquelles la suppression du viaduc A43 au niveau du quartier Mermoz-Pinel. Le Grand Lyon et la Région Rhône-Alpes se sont associés à l'État pour financer cet aménagement.

Zoom sur la ligne « des Carpates »

La ligne ferroviaire « des Carpates » a 3 objectifs : améliorer de 20 minutes le temps de parcours entre Paris et Genève, augmenter le nombre de dessertes sur l'ensemble du parcours et enfin renforcer le rôle de pôle d'échanges de Bourg-en-Bresse et Bellegarde-sur-Valserine (les deux gares d'extrémité de la ligne).

Caractéristiques techniques

Infrastructure :

- Renouvellement des voies, des traverses et du ballast.
- Electrification de la ligne et création de sous-station.
- Mise au gabarit des 11 tunnels pour permettre le passage de TGV.
- Adaptation des ouvrages d'art.
- Création d'une gare d'échange TGV/TER à Nurieux.
- Modernisation des haltes de Ceyzériat, Villervessure, Simandre et Bolozon.
- Rectification du tracé dans le secteur de l'Alagnier.
- Création d'un raccordement direct vers Genève en gare de Bellegarde.

Sécurité :

- Mise en place d'un système de signalisation automatique à commande centralisée depuis Bellegarde.
- Suppression du passage à niveau sur la RN 75 à Bourg par abaissement de la voie ferrée

- Modernisation des passages à niveau.
- Protection contre les risques d'éboulements.
- Mesures spécifiques de sécurité dans les tunnels.

Environnement :

- Mise en place de protections acoustiques dans les zones urbanisées.
- Intégration paysagère, particulièrement dans les sites sensibles (Nantua et Sylans).

Montage financier

Le coût de l'investissement a été chiffré à 303 millions d'euros (valeur 06/2004), financé par la Confédération helvétique à hauteur de 110 M€, et le plan de financement en cours pour le reste du montage financier.

Échéancier

Dossier d'avant projet approuvé

Décision ministérielle publiée le 10 avril 2002

IMEC clos le 6 février 2003

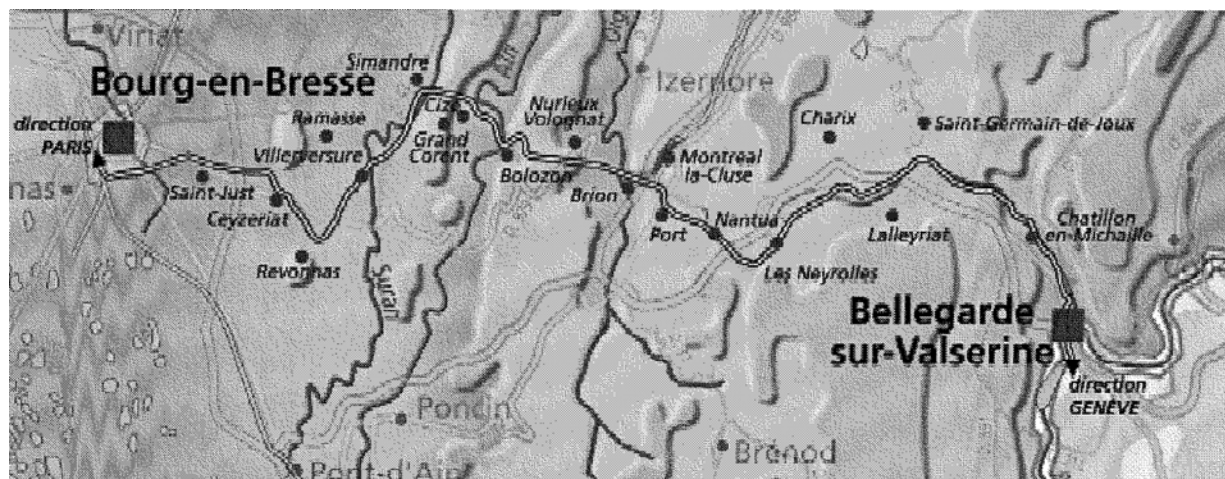
Enquête d'utilité publique préalable à la DUP en septembre 2003

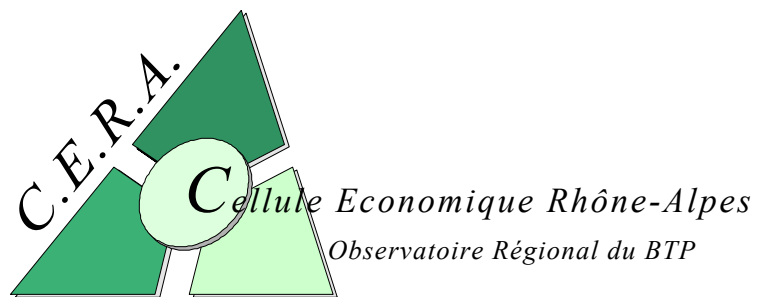
Déclaration d'utilité publique (DUP) prononcée par décret le 31 janvier 2005

Convention de financement : septembre 2006

Début des travaux : novembre 2006

Mise en service : 4^{ème} trimestre 2009





Cellule Economique Rhône-Alpes
Le Britannia – Allée C - 20, boulevard Eugène Deruelle
69432 Lyon cédex 02
Tél : 04-72-61-06-30 - Fax : 04-78-14-57-08 - E-Mail : cera-btp@tiscali.fr
Site Web : www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr

Edition Avril 2008